



Le marsan

agglomération

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

“Je ne paye pas pour voir“

L'annonce faite ce jour par le Ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, est importante.

Remettre dans le domaine du possible un maillage ferroviaire complet du Grand Sud connecté à l'Espagne est une bonne nouvelle, qui va dans le sens de la logique et de l'histoire.

Si je suis partisane depuis le premier jour du déploiement de Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), et si je me satisfais donc particulièrement de ce revirement stratégique du Gouvernement, je m'étonne quand même de l'empressement de certains à demander aux collectivités engagées dans le financement de la Tours - Bordeaux et de GPSO, de reprendre immédiatement le versement de leur part de financement.

Empressement tel, que j'ai reçu aujourd'hui même de la part de RFF, par courrier recommandé, un avis de paiement de la contribution financière du Marsan Agglomération, avec menace d'appliquer des intérêts de retard.

Pour rappel, la collectivité que je préside a suspendu sa contribution depuis 2012 sur la Tours-Bordeaux, compte tenu des incertitudes en cours sur GPSO.

La donne a pourtant bel et bien changé par rapport au projet initial qui avait justifié les conventions de financement, signées entre les différentes collectivités.

D'abord parce que l'enquête publique qui sera lancée en 2014 ne concernera plus Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Hendaye, mais seulement Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Dax.

Ensuite, parce que la réalisation de ces deux voies nouvelles se fera désormais par étapes (2024 pour Toulouse, 2027 pour Dax) alors que dans le projet initial, les deux chantiers étaient concomitants.

Parce que je constate des changements dans la nature même du projet, et donc dans la convention de financement, et parce que les multiples revirements politiques sur ce sujet font qu'aujourd'hui, les collectivités ont besoin d'engagements clairs et pérennes, inscrits dans le marbre d'un contrat, davantage que dans un simple communiqué de presse, je demande solennellement que cette convention de financement pour Tours - Bordeaux soit réécrite ou, à tout le moins, amendée.

Il ne s'agit pas pour moi de remettre en cause les montants engagés, mais de faire en sorte que les élus aient des garanties de réalisation, ainsi qu'un planning détaillé, engageant l'Etat, et d'inclure également un dispositif de retour à bonne fortune, en cas de non-réalisation de GPSO dans son ensemble. Quant aux conventions directement liées à GPSO, elles sont à revoir de fond en comble, puisque les objectifs initiaux ne seront pas atteints.

Chaque élu, à son échelle, est responsable des deniers publics. On a trop entendu tout et son contraire sur la LGV, il existe encore trop d'incertitudes financières et politiques pour demander aux collectivités, sur cette seule intervention du Ministre des Transports, de se réengager aussi fortement.

Pour ma part, j'estime tout simplement qu'il est inconcevable de demander aux collectivités **de “payer pour voir“ ; dans cette partie de poker, je n'engagerai pas le Marsan Agglomération tant que les cartes ne seront pas retournées dans le bon sens, et collées sur la table.**

Ce d'autant que j'attends avec intérêt ce que d'autres collectivités vont faire. Ainsi le Conseil régional Poitou-Charentes, premier concerné par la Tours - Bordeaux, et qui refuse contre toute logique de verser son obole.

De même, la position d'Henri Emmanuelli, président du Conseil général des Landes, m'intéresse au plus haut point, puisque cette collectivité n'a toujours pas signé la convention Tours - Bordeaux.

Enfin, je suggère **une piste complémentaire de financement** qui me paraîtrait logique et juste : **que la Région Île-de-France**, première concernée par l'ensemble de ces projets - il ne s'agit pas seulement de rapprocher le Sud de la France et de l'Europe à Paris, mais aussi de rapprocher Paris au Sud de la France et de l'Europe ! -, **rentre dans le champ des collectivités contributrices** de Tours - Bordeaux et GPSO.

Geneviève DARRIEUSSECQ
Présidente du Marsan Agglomération
Conseillère régionale d'Aquitaine
Maire de Mont de Marsan